



FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION POUR OPÉRATIONS DE DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE (DFCI) TYPE D'OPÉRATION 8.3.1 DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT RURAL RÉGIONAL DE BRETAGNE 2014-2020

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement l'arrêté régional en vigueur relatif au type d'opération.
Transmettez l'original à la DDTM du lieu de situation de votre projet (DRAAF Bretagne pour l'Ille-et-Vilaine) et conservez un exemplaire.

Cadre réservé aux services administratifs

N° de dossier OSIRIS :

Date de réception :

Vos interlocuteurs départementaux :

35 : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne
15, avenue de Cucillé - 35047 RENNES CEDEX 9

22 : Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Côtes d'Armor
1 rue du Parc - CS 52256 - 22022 SAINT-BRIEUC cedex

29 : Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Finistère
2, boulevard du Finistère - 29325 QUIMPER CEDEX

56 : Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Morbihan
1 allée du Général Le Troadec - BP 520 - 56019 VANNES CEDEX

PARTIE A – BÉNÉFICIAIRE

A.1. Identification du demandeur

N° SIRET :

attribué par l'INSEE - formalité obligatoire à réaliser auprès du Centre de formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre départementale d'agriculture ou du centre des impôts

CIVILITÉ :

Madame

Monsieur

STATUT JURIDIQUE :

propriétaire privé, association loi 1901, collectivité, groupement de communes, groupement forestier, ASA, ASL, coopérative, ...

NOM de naissance du demandeur, du mandataire en cas d'indivision, ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :

NOM d'usage du demandeur, du mandataire en cas d'indivision, ou APPELLATION COMMERCIALE pour les personnes morales : (le cas échéant)

Prénom :

Pour les personnes morales :

NOM du représentant légal :

Prénom du représentant légal :

NOM, Prénom du responsable du projet (si différents) :

Le cas échéant, nombre de salariés :

A.2. Coordonnées du demandeur (personne physique ou morale)

Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues de la DDTM (ou de la DRAAF) destinataire du présent dossier

Adresse permanente du demandeur: _____		
Code postal : _____	Commune : _____	
☎ : _____	Téléphone portable : _____	Mél : _____

A.3. Coordonnées du maître d'œuvre (facultatif)

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un professionnel qualifié (expert forestier, gestionnaire forestier professionnel agréé, ONF), merci d'indiquer ses coordonnées.

Organisme : _____	NOM : _____	Prénom : _____
Adresse : _____		
Code postal : _____	Commune : _____	
☎ : _____	Téléphone portable : _____	Mél: _____

PARTIE B – PROJET

B.1. Caractéristiques techniques du projet (travaux et aménagements à localiser sur plan au 1/25 000 et plan cadastral)

Nature	Unité (km, unité ...)	Quantité	Observations (caractéristiques, largeur d'emprise ...)
Routes et pistes			
Points d'eau			
Système de surveillance			
Autres travaux (à préciser)			

B.2. Localisation cadastrale des ouvrages

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la surface la plus importante :

Description des parcelles cadastrales concernées par le projet : prévoir une ligne par tronçon ou nature d'ouvrage

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral (faire figurer ici le n° de l'ouvrage indiqué sur votre plan cadastral)	Quantité projetée par nature d'opérations (ml ou m2)	Nom de la (des) commune(s) de situation des projets	Liste des parcelles concernées (section, numéro, subdivision)

B.3. Calendrier prévisionnel des investissements

- Date prévisionnelle de début du projet : (mois, année)
- Date prévisionnelle de fin du projet : (mois, année)

Année de réalisation des travaux	Dépense prévisionnelle correspondante (€)
Total des dépenses prévues :	

B.4. Caractéristiques financières du projet

B.4.1. Récapitulatif des dépenses liées aux travaux

Récapituler ici les dépenses matérielles par nature de dépenses (type d'ouvrage). Les devis descriptifs et estimatifs détaillés permettant d'évaluer la technicité du projet seront joints au dossier. Les dépenses effectuées en régie ne sont pas éligibles.

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral	Unité (ml, km, m ² , unité)	Prix unitaire HT	Quantité demandée	Montant prévisionnel HT par action	Nom du fournisseur à l'origine du devis
Montant prévisionnel total des dépenses liées aux travaux					

B.4.2. Récapitulatif des dépenses de frais généraux (maîtrise d'œuvre et études)

Le montant éligible des dépenses immatérielles, études d'opportunité écologique, économique et paysagère préalables et maîtrise d'œuvre, est plafonné à 12% du montant prévisionnel HT des investissements matériels. Les devis descriptifs et estimatifs détaillés seront joints au dossier. Les dépenses effectuées en régie ne sont pas éligibles. Les devis de maîtrise d'œuvre devront distinguer d'une part les frais liés à la constitution du dossier et aux éventuelles études préalables et d'autre part, les frais liés au suivi des travaux.

Attention ! Le devis lié au suivi des travaux ne devra pas avoir été signé avant le dépôt de la demande d'aide, sous peine d'inéligibilité.

Nature de la prestation	Prestations à l'origine du devis	Montant prévisionnel HT de la prestation (€)	Observations
Maîtrise d'œuvre			
Autre			
Total dépenses frais généraux en € HT			

B.5. Financement sollicité (HT)

Montant prévisionnel TOTAL des dépenses (€ HT)

Financement du projet	Taux (%)	Montant (€ HT)
Etat		
Union européenne (FEADER)		
Sous-total financement demandés		
Autofinancement		
Autres financements privés éventuels (préciser)		
Sous-total autres financements		
TOTAL HT général = coût du projet	100 %	

Les investissements faisant l'objet du présent dossier peuvent être financés à hauteur de :

- 60% de la dépense éligible hors taxes pour les forêts sensibles en application du Plan régional pour la défense des forêts contre l'incendie, et répondant à la caractérisation de zone présentant un risque d'incendie moyen au sens de l'article 24.2 du règlement UE N° 1305/2013,
- 80% de la dépense éligible hors taxes pour les forêts classées particulièrement sensibles en application du Plan régional pour la défense des forêts contre l'incendie, et répondant à la caractérisation de zone présentant un risque d'incendie moyen au sens de l'article 24.2 du règlement UE N° 1305/2013,

L'aide qui pourra vous être accordée sera cofinancée par l'Etat pour 47 % et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour 53 %.

PARTIE C – ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

- **Je demande (nous demandons)** à bénéficier de l'aide aux opérations de défense des forêts contre l'incendie au titre de l'opération 8.3.1 du Plan de développement rural régional de Bretagne et **j'autorise (nous autorisons)** toute visite de mes (nos) parcelles par le service instructeur et personnes habilitées par ce service dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande d'aide.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics ou privés que ceux mentionnés dans la présente demande,
- être à jour de mes (nos) obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables,
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans l'arrêté régional annexé au présent formulaire,
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans l'arrêté régional,
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- que dans le cadre du projet pour lequel la subvention est sollicitée, les travaux n'ont fait l'objet d'aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la présente demande,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de l'aide,
- à informer la DDTM (la DRAAF pour les opérations situées en Ile-et-Vilaine) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, de mon projet,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment la décision attributive d'aide,
- au cas où le présent dossier a été élaboré par un maître d'œuvre, à faire appel à un maître d'œuvre pour la réalisation des travaux subventionnés,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux déjà indiqués précédemment, et à informer la DDTM (la DRAAF pour les opérations situées en Ile-et-Vilaine) de toute nouvelle sollicitation de crédits privés.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site Internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi "Informatique et libertés" n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Pour la publicité relative à l'intervention du FEADER ou dans le cadre du PDRB, le bénéficiaire se conformera aux éléments qui seront transmis dans l'engagement juridique.

a) Si le demandeur est un OGEC ou une coopérative

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - de maintenir l'état fonctionnel des investissements réalisés pendant trois ans (cinq ans pour les grandes entreprises) à compter de la date du dernier versement de l'aide,
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
 - qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

b) Si le demandeur n'est pas un OGEC ou une coopérative

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à maintenir l'état fonctionnel des investissements réalisés pendant trois ans (cinq ans pour les grandes entreprises et les structures publiques) à compter de la date du dernier versement de l'aide,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant toute la durée de mes engagements,

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à _____ le _____

Nom(s), prénom(s) et signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)

PARTIE D – DOCUMENTS À PRODUIRE POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER COMPLET

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDTM	Sans objet
Pièces administratives				
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le porteur du projet	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Extrait de matrice cadastrale de l'année en cours (s'il n'est pas libellé au nom du propriétaire, joindre en plus un titre de propriété) ou acte notarié	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire ⁽¹⁾	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à un RTG ou CBPS)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formulaire complété et signé de confirmation du respect des règles de la commande publique pour les structures soumises à la réglementation relative à la commande publique	Structures soumises à la réglementation relative à la commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie recto-verso carte nationale d'identité (ou passeport) en cours de validité	Personne physique uniquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'adresse légale (copie certificat d'imposition ou quittance de loyer, de gaz, d'électricité, de téléphonie de moins de 3 mois)	Personne physique uniquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis ⁽¹⁾ ou inscription au registre ou répertoire concerné indiquant le n° de SIRET	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si subvention totale < 23 000 HT				
Éléments comptables au 31/12 de l'année N-1 (chiffre d'affaire, excédent brut et résultat d'exploitation, résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés)	Tout demandeur (sauf personne physique dont le projet ne concerne pas l'activité professionnelle)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si subvention totale > 23 000 HT				
Statuts ou convention constitutive ou équivalent	Tout demandeur (sauf personne physique dont le projet ne concerne pas l'activité professionnelle)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents comptables : dernière liasse fiscale complète, ou derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Tout demandeur (sauf personne physique dont le projet ne concerne pas l'activité professionnelle)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces techniques				
Fiche d'évaluation du projet, Mesure 8.3.1. Opérations de DFCI.	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté et signé	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées (Format A3 maximum)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis relatifs aux travaux et aux frais généraux				
Si dépenses < 2 000 € HT Un devis descriptif et estimatif détaillé par nature d'opération	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si dépenses entre 2 000 € et 90 000 € HT Deux devis descriptifs et estimatifs détaillés par nature d'opération (indiquer l'offre choisie)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si dépenses > 90 000 € HT Trois devis descriptifs et estimatifs détaillés par nature d'opération (indiquer l'offre choisie)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve de représentation légale ou de pouvoir				
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (selon la qualité du demandeur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de toutes personnes disposant individuellement ou collectivement du droit de propriété	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des propriétaires	Structure de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Structure de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC), selon les statuts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le plan de financement du projet et autorisant le gérant à déposer un dossier	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT(M), de la DRAAF, du Conseil Régional, ou du Conseil général, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique service instructeur après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : . Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDTM/DRAAF. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).